

LE DEVOIR

Maladies graves: boum de l'assurance privée au Québec

ROBERT DUTRISAC

Québec — Alors que le gouvernement Charest s'appête à ouvrir la porte au financement privé de traitements actuellement fournis par le système public de santé, l'assurance privée pour les maladies

graves, qui offre aux malades la possibilité financière d'aller se faire soigner aux États-Unis, connaît un essor fulgurant au Québec.

Selon les informations recueillies par *Le Devoir*, la vente de contrats d'assurance couvrant les maladies graves a connu une croissance exponentielle de plus de

30 % par an au cours des dernières années. En 2004, 63 000 Québécois détenaient une assurance pour les maladies graves et ils ont dépensé cette année-là 750 \$ en moyenne pour leur couverture, ou 47 millions au total, montrent les données de l'Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes (ACCAP).

Le même phénomène se produit dans le reste du Canada. Près de 400 000 Canadiens détiennent une assurance pour les maladies graves et ils dépensent à ce chapitre 290 millions par année.

VOIR PAGE A 8: ASSURANCE

Kyoto prend son envol

On mesure mal l'ampleur des changements à venir

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Avec l'adoption aux petites heures du matin, samedi, d'un plan de pourparlers en vue de définir une deuxième tranche de réduction de gaz à effet de serre (GES) par les pays industrialisés après 2012, le protocole de Kyoto — en gestation depuis 1997 — a véritablement pris vie avec ce qu'on appellera probablement désormais le Plan d'action de Montréal.

Mais au moment où repartaient les quelque 10 000 personnes qui ont participé à cet événement diplomatique sans précédent par son ampleur à Montréal, bien peu mesuraient l'énormité du changement qui s'amorce sur la planète.

Après 20 ans de débats sur la libéralisation des échanges et d'élargissement de la marge de manœuvre des acteurs privés, on a peut-être assisté à Montréal à un retour du balancier. En effet, la communauté internationale, de plus en plus



VOIR PAGE A 8: KYOTO

■ La FTQ demande la nationalisation de l'éolien, page A 2

Élection présidentielle au Chili

Bachelet affrontera Piñera au second tour

VIOLAINE BALLIVY
GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Santiago — Sans surprise, mais avec un résultat légèrement en deçà des attentes, la socialiste Michelle Bachelet est sortie gagnante du premier tour de l'élection présidentielle tenue hier au Chili sous un soleil de plomb. La candidate de la coalition de la Concertation démocratique, au pouvoir depuis 1990, n'a toutefois pas réussi à récolter la majorité absolue et devra maintenant affronter l'entrepreneur milliardaire Sebastian Piñera, représentant de la droite modérée, au deuxième tour prévu pour le 15 janvier.

VOIR PAGE A 8: CHILI



La favorite à l'élection présidentielle chilienne, la socialiste Michelle Bachelet, au volant de sa voiture, hier, à Santiago.

Dernier blitz de campagne



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

LE CHEF du Parti québécois, André Boisclair, mais aussi l'ancienne ministre des Relations internationales du Québec, Louise Beaudoin, étaient tout sourire hier lorsqu'ils sont venus appuyer le candidat péquiste dans la circonscription d'Outremont, Farouk Karim. Celui-ci aura fort à faire pour remporter l'élection partielle qui se tient aujourd'hui. Il dispute en effet ce bastion libéral à Raymond Bachand, ex-président du Fonds de solidarité de la FTQ. M. Boisclair s'est également rendu dans la circonscription de Verchères, où se tient aussi un scrutin. Le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, a fait de même avec ses candidats, alors que le premier ministre Jean Charest a préféré demeurer à l'écart lors de ce dernier blitz de campagne. Nos informations en page A 2.

L'ENTREVUE

La mise en garde d'un philosophe de l'éducation

Normand Baillargeon redoute que les maîtres-mots de la réforme ne camouflent une absence de connaissances

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Il se définit comme un philosophe de l'éducation. Mais Normand Baillargeon, qui enseigne les fondements de l'éducation à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), sait mieux que quiconque qu'une de ses étiquettes les plus vibrantes, par les temps qui courent, rime plutôt avec polémiste... «Alors que la moindre recherche impliquant des sujets humains, si bénigne soit-elle, suppose qu'on s'en remette à un comité éthique et qu'on donne toutes les garanties possibles aux sujets concernés, en ce moment, au Québec, on peut se livrer à une expérimentation sur un million d'enfants dans nos écoles, sans comptes à rendre, sans garanties, sans même citer la moindre recherche qui peut l'appuyer, rien!»

Lorsqu'il parle de la réforme de l'éducation, et surtout du mince plancher théorique sur lequel elle semble reposer, Normand Baillargeon s'enflamme. Plusieurs de ses dernières envolées médiatiques accusant cette réforme de ressembler à une vaste «faillite philosophique» lui ont valu le titre



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Normand Baillargeon de «l'auteur de troubles». «Et pourtant, je mets des bâtons sur tout ce que j'avance. Je préviens: «Si j'ai bien vu, si je ne me trompe pas», tant à l'oral qu'à l'écrit, je

prends toujours le soin de préciser ce que je fais et ce à quoi je m'attaque, mais je pense que ce n'est pas toujours bien saisi», explique le professeur, qui signait récemment dans la revue *Possibles* un texte intitulé «La réforme de l'éducation: une faillite philosophique». Son plaidoyer vise les assises de la réforme, qu'il soupçonne d'une extrême fragilité, voire d'un vide catastrophique. «J'en ai contre le constructivisme radical qui semble se trouver derrière la réforme», affirme haut et fort M. Baillargeon, qui tient à remettre les pendules à l'heure: «Mes querelles, c'est avec les gens qui ont pensé la réforme que je les ai, elles sont philosophiques. Elles ne sont pas empiriques avec les gens sur le terrain, car ils font ce qu'ils peuvent dans les circonstances où ils se trouvent.»

En introduction du texte publié dans *Possibles*, l'auteur cite d'ailleurs Manon Boner-Gaillard: «Les problèmes de l'école tiennent bien moins à ceux qui la font qu'à ceux qui la pensent.» Et le débat est lancé: les «maîtres-mots» de la réforme, du constructivisme aux

VOIR PAGE A 8: BAILLARGEON

RENAUD-BRAY

L'offre patronale est rejetée à 53 %

■ À lire en page A 2

L'agenda anniversaire du Salon des métiers d'art !



En vente en librairie et au Salon des métiers d'art du Québec

www.editionsfides.com



INDEX

Annonces	B 9	Idées	A 7
Avis publics	B 2	Météo	B 9
Convergence	B 11	Monde	B 1
Culture	B 12	Mots croisés	B 2
Décès	B 9	Religions	B 10
Économie	B 4	Sudoku	B 9
Éditorial	A 6	Télévision	B 10



ÉLECTIONS FÉDÉRALES



Chantal Hébert

La bataille des débats (prise 1)

À compter de mercredi, une équipe composée notamment de Jean Lapierre, Francis Fox, Serge Joyal et Lucienne Robillard va tenter de séquestrer Paul Martin dans une salle de Vancouver, afin de le plonger dans un bain de français avant le débat des chefs du lendemain.

L'histoire ne dit pas comment les quatre larrons vont réussir à séparer le chef libéral de sa très unilingue garde rapprochée le temps de préparer un débat. Tout ceux qui couvrent la politique fédérale savent qu'un cordon ombilical semble relier M. Martin à ses principaux bras droits. Depuis le début de la campagne, ils forment un véritable cocon autour de leur patron.

Dans l'état actuel du français du chef libéral, ses stratèges s'entendent cependant pour convenir qu'un traitement-choc s'impose s'il veut tirer son épingle du jeu du premier des quatre débats de la campagne. Paul Martin — qui s'est révélé être le plus anglophone des premiers ministres fédéraux du Québec qui se sont succédé à Ottawa depuis 37 ans — accumule en effet les lapsus et massacre la syntaxe lorsqu'il est forcé de parler sous pression en français.

Les journalistes qui voyageaient avec la tournée libérale au cours de la première semaine de la campagne parlent encore du rallye au cours duquel il a invité les électeurs à choisir le chef le plus susceptible de «perdre» le Canada le 23 janvier prochain. Au cours d'un point de presse en marge de la conférence sur les changements climatiques à Montréal, la semaine dernière, les explications en français du premier ministre sur la conciliation environnement-économie frisaient l'incohérence.

♦ ♦ ♦

Jeudi, M. Martin n'aura même pas vraiment l'avantage de la langue contre ses adversaires néo-démocrate et conservateur. De passage à Montréal la semaine dernière, Jack Layton a démontré que son arrivée sur la colline parlementaire fédérale lui avait permis de reprendre contact pour de bon avec la langue de son Québec natal.

Quant à Stephen Harper, déjà en 2004, les libéraux avaient sous-estimé son français. Alors que la plupart des observateurs québécois lui avaient décerné une bonne note pour sa performance linguistique au débat, les faiseurs d'image du Parti libéral s'étaient à soutenir qu'il s'était couvert de ridicule, ce qui s'explique sans doute par le fait que la traduction des analyses de presse québécoises ne leur était pas parvenue...

Cela dit, la facilité en français des Harper et Layton constitue le moindre des soucis de Paul Martin cette semaine. Convaincus que le NPD et les conservateurs ne menacent pas le PLC au Québec, les stratèges libéraux n'ont qu'une obsession en prévision du débat de jeudi: ramener l'avance bloquiste à des dimensions surmontables en marquant des points contre Gilles Duceppe.

En 2004, le chef du Bloc québécois l'avait emporté sans difficulté contre un Paul Martin empêtré dans ses mots. Et le sujet de la souveraineté n'avait pas été abordé. La mission du chef libéral jeudi consistera essentiellement à s'assurer du contraire. La commande est donc de taille, mais elle est finalement à la mesure de la pente que les libéraux ont à remonter au Québec d'ici au scrutin du 23 janvier.

Pour le meilleur et pour le pire, les libéraux jouent leur va-tout au Québec sur la polarisation entre fédéralistes et souverainistes. Ils estiment également que ce thème pourrait à terme faire la différence en leur faveur dans le reste du Canada, en particulier en Ontario.

Mais le sujet n'est pas nécessairement aussi porteur auprès du public massivement francophone qui suivra le débat de jeudi qu'auprès de l'ensemble de l'électorat québécois, toutes langues confondues. Et aucun auditoire ne sera aussi sensible au thème des commandites, le talon d'Achille libéral, que celui de jeudi.

♦ ♦ ♦

En 2004, le chef libéral s'en était nettement mieux tiré en anglais. La performance de Paul Martin avait donné un nouveau souffle à sa campagne. À l'époque, Stephen Harper avait démontré qu'en certaines circonstances on peut gagner la bataille d'un débat et, ce faisant, perdre la guerre électorale. Pour chaque point marqué par le chef conservateur contre son adversaire libéral, l'inquiétude des électeurs devant la perspective d'un gouvernement Harper avait augmenté d'un cran.

Cette fois-ci, les stratèges conservateurs ont compris que leur tâche ne consistait pas à gagner un procès contre les libéraux, mais plutôt à faire la preuve qu'ils sont dignes de le remplacer. La mission de M. Harper aux débats de jeudi, et surtout de vendredi, consistera à consolider le «capital de confort» qu'il a entrepris d'acquiescer auprès des électeurs depuis le début de la campagne. Dans le pire scénario libéral, les conservateurs sortiraient de la première série de débats avec un élan qui alimenterait les réflexions du temps des Fêtes.

Et Jack Layton dans tout cela? De tous les chefs en présence, aucun n'a autant de raison d'éviter une polarisation du vote entre libéraux et conservateurs ou entre fédéralistes et souverainistes. Le phénomène a coûté cher au NPD en 2004, et la facture pourrait de nouveau être salée cette année. En clair, cela signifie qu'aux débats le chef néo-démocrate ne doit pas seulement donner aux électeurs de centre-gauche des raisons de voter pour lui, mais encore leur enlever des raisons d'avoir peur des conservateurs.

À surveiller donc: les efforts de Paul Martin pour transformer Gilles Duceppe en loup-garou référendaire jeudi et ceux de Stephen Harper et de Jack Layton pour désamorcer une éventuelle campagne de peur libérale dans le reste du Canada vendredi.

cherbert@thestar.ca

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.

Duceppe tourne en dérision la campagne publicitaire libérale

La Ligue nationale d'improvisation demande le retrait des trois publicités litigieuses

ALEXANDRE SHIELDS

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a tourné hier en dérision la campagne publicitaire télévisée lancée samedi par le Parti libéral du Canada pour cibler les électeurs francophones du Québec. Dans ces publicités, dont trois se déroulent à la manière de matchs d'improvisation, les troupes de Paul Martin tirent à boulets rouges sur les bloquistes, qui récoltent toujours plus de 50 % d'appuis dans la province, contre 32 % pour les libéraux.

«Désespérés de faire oublier le scandale des commandites, Jean Lapierre et Paul Martin improvisent des diversions. [...] En matière d'improvisation, les libéraux sont passés maîtres», a soutenu M. Duceppe. Les messages en question, d'une durée de 20 secondes, s'en prennent notamment à la façon d'aborder les «vraies priorités» pour les deux formations. Dans l'une d'elles, une «joueuse» libérale lance certains des thèmes majeurs de la campagne: «Santé, emploi, environnement». Un bloquiste déstabilisé rétorque bêtement «référendum». «Méchant blocage», conclut alors la libérale.

Un des messages revient sur la déclaration de M. Duceppe, qui a affirmé récemment vouloir faire «disparaître» les libéraux fédéraux, avant de se rétracter. «On va gagner c'est sûr, on va vous faire disparaître» hurle le joueur bloquiste. «Nous, on va critiquer et chialer» lance-t-il dans une autre annonce. «La Ligue nationale d'improvisation, c'est la LNI; eux autres, c'est le PLI: Parti libéral d'improvisation. Le mauvais pli», a blagué M. Duceppe.

«Moralement, je trouve inacceptable que l'on puisse ainsi récupérer et s'approprier notre œuvre à des fins partisans», s'est insurgé hier le cocréateur et directeur général de la LNI, Yvon Leduc. Il s'est dit «outré» qu'aucun représentant de l'agence de publicité ou du Parti libéral du Canada n'ait daigné l'informer, le consulter, ou lui demander son avis sur la réalisation de cette campagne publicitaire. M. Leduc n'exclut pas des recours judiciaires pour obliger les libéraux à retirer leurs publicités. Le publicitaire pour le PLC-Q, Pierre Ladouceur, s'est pour sa

part dit étonné qu'il puisse y avoir confusion, puisque le directeur du Théâtre de la LNI, Michel Toueg, a assisté à une partie du tournage de la publicité.

Selon le candidat libéral dans Vaudreuil-Soulanges, Marc Garneau, ces publicités illustrent le fait que «le Bloc québécois reste dans sa tour à attaquer la plate-forme des libéraux», sans discuter des vrais enjeux. Lors du lancement officiel de sa campagne, hier, il a aussi critiqué le «manque de cohérence» du parti de Gilles Duceppe et a martelé les «réussites» du PLC depuis qu'il est au pouvoir. Il a notamment vanté l'«excédent budgétaire», le bas «taux de chômage» et la «réduction de la dette». Les libéraux, selon lui, sont donc les plus aptes à «assurer la sécurité économique du pays».

Celui que Paul Martin voit déjà comme «une étoile dans le firmament parlementaire» aura fort à faire pour reprendre ce siège à la bloquiste Meili Faille. Elle a la circonscription au libéral Nick Discepola par plus de 3000 voix à l'élection de juin 2004. Confiant, l'ancien astronaute a tout de même expliqué que si M. Martin lui offrait un portefeuille ministériel, en cas de victoire, il serait prêt à accepter «n'importe lequel».

En campagne dans la région de l'Outaouais, le chef bloquiste a par ailleurs répliqué aux attaques libérales en lançant un ultimatum à M. Martin: ce dernier doit révéler sans tarder l'identité des candidats libéraux qui ont reçu de l'argent «sale» en 1997, dans le cadre du programme des commandites. Sinon, il tentera de faire mal paraître son adversaire libéral lors des premiers débats télévisés, qui auront lieu jeudi et vendredi à Vancouver.

Layton et les syndiqués

Le leader du Nouveau Parti démocratique, Jack Layton, a pour sa part signé une déclaration en faveur du droit des travailleurs à se syndiquer, un geste qui tient autant à la volonté de limiter les dégâts qu'au respect de nobles principes. L'événement est en effet survenu à la suite de deux semaines de controverse, gracieuseté du président du syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA), Buzz Hargrove, qui a partagé la



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Gilles Duceppe

scène électorale avec le premier ministre Martin à deux reprises. M. Layton est néanmoins le premier leader d'un parti fédéral à avoir signé une promesse visant à appuyer les principes inscrits à la Déclaration des droits des travailleurs.

Stephen Harper s'est accordé une journée de repos hier, après avoir annoncé samedi qu'il s'engageait à investir 250 millions de dollars en cinq ans dans la Stratégie canadienne du cancer si le Parti conservateur du Canada était élu le 23 janvier.

Le Devoir

CIRCONSCRIPTIONS À SURVEILLER

Louis-Saint-Laurent: le bloquiste Bernard Cleary surveille de près la conservatrice Josée Verner

Tous les lundis, *Le Devoir* trace le portrait d'une circonscription électorale où la lutte est intéressante. Aujourd'hui, la circonscription de Louis-Saint-Laurent, à Québec, où se dessine l'une des rares courses à trois de la province.

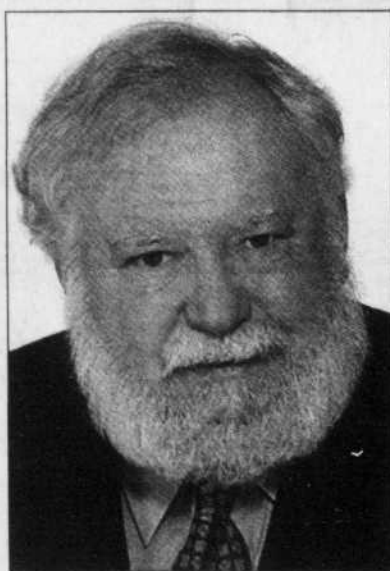
ALEC CASTONGUAY

Québec — En ce lundi ensoleillé de décembre, le Maxi de Val-Bélair ne fait pas courir les foules. Rien toutefois pour démoraliser la candidate du Parti conservateur, Josée Verner, qui sourit à belles dents et multiplie les poignées de main avec les quelques résidents qui font leurs épaves. Un enthousiasme que les électeurs de Louis-Saint-Laurent lui rendent bien en ce midi frisquet.

«J'espère que ça va bien aller pour vous. J'ai voté pour vous la dernière fois et je vais faire encore de même. Et beaucoup de mes amis aussi. C'est le temps que ça change, et il le faut maintenant!», lance Lise, une vieille dame énergique, à l'intention de Josée Verner, qui acquiesce volontiers. Pour Julien, c'est «anything but liberals», même si son cœur penche actuellement vers les conservateurs «parce que le Bloc, ça ne donne rien», dit-il.

Ce qui réjouit Josée Verner, qui refuse toutefois de s'emballer. Mais, dans les rangs conservateurs, on est rempli d'espoir, alors que le parti met toute son énergie dans la circonscription de Louis-Saint-Laurent, peut-être la seule circonscription du Québec qui pourrait basculer dans le camp de Stephen Harper. «J'ai fait ma campagne en 2004 avec mon mari et trois amis. On était quatre. Là, ce n'est pas la même chose du tout. Au brunch des bénévoles que j'ai fait il y a une semaine, il y avait 100 personnes!», soutient Josée Verner. Le parti lui a aussi fourni de l'aide, alors qu'un attaché de presse et un directeur de campagne seront avec elle tout au long des hostilités électorales. Le PC a sorti «la li-mousine», comme le confiait au *Devoir* un proche de Stephen Harper.

Et pour cause. En 2004, Josée Verner a terminé deuxième derrière le bloquiste Bernard Cleary, qui défend encore son fief lors de cette élection. Mais son résultat de plus de 30 % (13 967), soit seulement 3200 voix



Bernard Cleary

derrière le Bloc (17 248), laisse voir un gain possible pour les conservateurs. Le Parti libéral, de son côté, avait pris la troisième place (10 025), à 4000 voix du PC et à 7200 voix du Bloc.

«Honnêtement, avec les moyens que j'avais, je suis restée surprise de mon résultat», confie Josée Verner, qui aura 46 ans le 30 décembre prochain. À Québec, on s'accorde toutefois pour dire que les médias de la région avaient énormément parlé de sa candidature en 2004, particulièrement la très populaire et populiste station de radio CHOI, qui avait mis tout son poids derrière elle. En sera-t-il de même maintenant que le roi des ondes, Jeff Filion, a pris le large? Difficile à dire, même si la possible élection d'un conservateur dans la région continue d'attirer les projecteurs sur Josée Verner.

Le député du Bloc québécois avoue que la candidate du PC représente l'adversaire la plus redoutable. «Je ne peux pas fermer les yeux sur sa performance, elle a bien fait, affirme Bernard Cleary. C'est elle qui me donnera la meilleure opposition. Mais l'avantage que j'ai, c'est que j'ai été plus souvent qu'elle dans le comté depuis 18 mois, parce qu'elle était dans les bureaux conservateurs à Ottawa.» Il convient aussi qu'un bureau de député, avec les moyens financiers qui s'y ratta-



Josée Verner

chent, est loin de nuire. «On a du matériel à distribuer, on est présent dans les boîtes à malle», dit-il.

La fille de Max Gros-Louis

Si on en croit les passants rencontrés par *Le Devoir*, la candidate pour le Parti libéral, Isa Gros-Louis, la fille du chef huron Max Gros-Louis, a une sérieuse pente à remonter si elle veut arracher cette circonscription. Son père a beau diriger la réserve de Wendake, qui fait parti de la circonscription, cela ne représente que 1600 électeurs potentiels, soit trois bureaux de vote sur 176. «L'impact ne sera pas si grand. En plus, ça pourrait lui nuire, parce qu'elle a de gros mo-cassins à chauffer. Son père, c'est quel-qu'un quand même!» lance Bernard Cleary, lui aussi autochtone, mais d'origine innue.

Isa Gros-Louis, qui travaille au ministère des Affaires indiennes à Ottawa, a eu toutes les misères du monde à lancer sa campagne en raison des permissions à obtenir du gouvernement. N'empêche, elle est aujourd'hui bien en selle et entend mener une chaude lutte au PC et au Bloc. «Je vais être à l'écoute au début de la campagne», dit-elle, refusant de s'avancer sur les enjeux de la circonscription. Je vais étudier les dossiers avant de me prononcer, plus tard en janvier.» Est-ce qu'une course à trois l'inquiète? «Non,

je pense que ça peut me favoriser en divisant le vote», soutient-elle, oubliant visiblement que le Bloc et le PC sont aux antipodes et ne partagent pas les mêmes électeurs.

Enjeux locaux et nationaux

La circonscription de Louis-Saint-Laurent, au nord de Québec, est essentiellement constituée de plusieurs anciennes villes de banlieues aujourd'hui rattachées à la capitale pour la plupart: Val-Bélair, Ancienne-Lorette, Loretteville, Neufchâtel... Les électeurs sont pour la plupart des citoyens qui vivent là tout en travaillant à Québec. Un mélange de fonctionnaires et de cols bleus qui place la circonscription au 154^e rang sur les 308 circonscriptions du pays en ce qui a trait au revenu familial moyen, soit 64 953 \$.

Le secteur, situé à 15 minutes de voiture de la base de Valcartier, renferme également beaucoup de familles de militaires. Un enjeu local important. «Ils sont bien contents qu'on veuille investir dans l'armée pour les débarrasser de leurs vieux rafiot dangereux», soutient Josée Verner, qui misera aussi sur la réduction de la TPS pour amadouer l'imposante classe moyenne de sa circonscription. Bernard Cleary aussi s'attardera aux familles de militaires, spécialement sur le plan humain. «Les problèmes psychologiques des soldats qui reviennent du combat sont importants. Ça les affecte beaucoup, notamment les symptômes post-traumatiques. Ça brise des mariages, ça nuit à leur qualité de vie, et l'armée ne semble pas en faire une priorité. Je veux mettre cette question en évidence», dit-il.

Les électeurs de la circonscription de Louis-Saint-Laurent entendent aussi beaucoup parler de l'aéroport de Québec durant cette campagne, puisqu'il s'agit d'un dossier local qui préoccupe les citoyens. «Il faut rénover l'aérogare, et un gouvernement conservateur s'est engagé à le faire», souligne Josée Verner.

Outre Mme Gros-Louis, Josée Verner et Bernard Cleary, le candidat du NPD sera Robert Donnelly, qui vient tout juste d'être nommé par le parti. Il aura toutefois fort à faire, puisque le NPD n'avait recueilli que 1369 voix en 2004.

Le Devoir

EN BREF

Le Bloc «intolérant»

Le premier ministre sortant Paul Martin s'est insurgé hier contre les commentaires tenus vendredi par Michel Gauthier, un député du Bloc québécois de la première heure: «Vous avez Gilles Duceppe aux trousses et vous n'êtes pas mieux que mort», avait alors déclaré M. Gauthier. «Ça démontre à quel point l'intolérance existe» dans ce parti, a lancé M. Martin. Son lieutenant politique au Québec, Jean Lapierre, a immédiatement demandé des excuses. — PC

LA MONTRE LA PLUS PRESTIGIEUSE AU MONDE

KAUFMANN de SUISSE
JOAILLIERS DEPUIS 1946

MONTREAL
2195 Rue Crescent
(514) 848-0595
www.kaufmannsuisse.ca

PATEK PHILIPPE
GENEVE

LES ACTUALITÉS

BAILLARGEON

SUITE DE LA PAGE 1

compétences en passant par la pédagogie par projets, hérisser Normand Baillargeon, qui redoute, hélas, que cette sémantique camoufle une absence malheureuse de savoirs.

Qu'est-ce que le constructivisme? Dans son article, Baillargeon explique: «Son point de départ est que le réel n'existe pas indépendamment de nos représentations et que connaître, dès lors, c'est construire (soit essentiellement seul, soit collectivement [...]) des représentations entre lesquelles il ne saurait y avoir de hiérarchie.»

Vas-y, petit, construis-toi une idée des choses, qu'elle soit vraie ou fausse... «Tout cela m'allume de sériuses lumières rouges.»

Le philosophe, qui croit que les savoirs s'évaporent dans cette théorie de l'éducation, craint les effets pervers d'une déroute au chapitre des connaissances. Dans un même élan, il reconnaît que l'éducation «n'est pas de la physique quantique ou de l'électrodynamique», car ce qui est en jeu, «ce sont des évaluations complexes, extrêmement difficiles, qui concernent tellement de variables qu'il est difficile d'arriver à des évaluations fiables.»

Sa réflexion, qu'il brandit avec force et courage, le professeur a pris du temps à la bâtir. «Mais j'ai une vision du système d'éducation, je crois aux fondements que je défends, je peux remonter en arrière pour le démontrer», explique-t-il, s'appuyant sur des expérimentations ambitieuses effectuées aux États-Unis il y a quelques décennies. «Le problème, c'est qu'en éducation on ne s'interroge pas sur les liens entre pratique et théorie. Qui sont ces gens qui ont pensé la réforme? Sur quoi reposent leurs conclusions? Où sont leurs recherches, qu'on les voie?»

Dans les constatations vécutées actuellement, M. Baillargeon constate que l'éducation «a cessé d'être une valeur transcendante à laquelle on peut se référer. Tout ça est en train de mourir, dramatiquement. Les gens et les institutions scolaires ont une place purement instrumentale.»

L'appauvrissement culturel

Même si l'appétit de ses étudiants pour le savoir constitue une lueur d'espoir dans le tableau plutôt sombre qu'il brosse, il n'en demeure pas moins que ses visions sont plutôt obscures. L'appauvrissement culturel des étudiants inscrits à la formation des maîtres l'attriste: «Les professeurs devraient porter sur eux des échantillons de ce qu'ils vendent: de la culture, du savoir, de la connaissance!»

La réforme marie malencontreusement apprentissages scolaires et apprentissages de vie: «Chaque fois qu'on réliege aux oubliettes la place centrale des savoirs, on est dans le pétrin.» L'école utilitaire encouragée par le concept de compétences lui paraît douteuse: «L'éducation n'a pas pour tâche de former des cadres à McDonald's, mais de préparer des êtres humains libres et souverains.»

Montré du doigt pour ses critiques vitrioliques à l'endroit des penseurs de la réforme, Normand Baillargeon avoue toutefois, l'air presque penaud, qu'il constitue un drôle de paradoxe ambulancier. «Parce que moi, qui suis un homme de gauche, j'aurais aimé que ça fonctionne, la pédagogie par projets! J'aurais aimé que les enfants apprennent à lire par osmose quand ils sont placés dans des contextes où ils ont envie de lire, un peu comme le raconte Rousseau dans l'Émile. Rousseau, qui est peut-être un peu l'ancêtre de tout cela, c'est extrêmement séduisant, mais ce n'est pas centré sur les savoirs.»

Accusé d'être un «nostalgique du cours classique», Normand Baillargeon nie avec véhémence. Non, «parce que je combats toute forme d'endoctrinement, et cette époque était colorée par la doctrine religieuse et patriotique». Mais devant un groupe de 200 étudiants inscrits à son cours obligatoire sur les fondements de l'éducation, à l'université, son style magistral semble plaire aux futurs enseignants, qui en redemandent.

Les dommages aux enfants

Pour mettre en pratique son idée de professeur porteur d'échantillons de savoirs, il a instauré depuis quelques années des diners-causeries. Vous voulez causer avec le prof Baillargeon d'un sujet qu'il a effleuré en classe et qui vous allume? «N'importe quoi, que je leur ai dit. De la poésie, du jazz, de Jacques Prévert, et je leur livre mes passions pendant deux heures, en dehors des cours.»

L'anarchiste, homme de conviction qui porte des causes de justice sociale et milite ardemment pour plusieurs d'entre elles, revient sans cesse à cette vision qu'il a développée et à l'absence de visée qui semble colorer tout notre système. En l'écoutant, on se désole, inquiet soudain des dommages causés à la longue aux enfants.

«Mais non! Sur le terrain, je ne crie pas à la catastrophe! Je l'ai toujours clairement dit: ma critique porte sur les fondements, mais rien ne garantit que ces fondements-là vont se retrouver tels quels dans les programmes; il n'est pas garanti non plus qu'ils ne s'y retrouveront pas. Sur le terrain, ce qu'on constate, c'est que beaucoup de profs fonctionnent avec un mélange de plusieurs techniques pédagogiques.»

En attendant ce jour où le flot d'études et de recherches démontrant le bien-fondé du «renouveau pédagogique» tombera sur le bureau du professeur Baillargeon, le débat entourant les assises de ce courant éducatif est loin d'être terminé. «Et ça me réjouit. C'est un débat émotif, on ne saisit pas toujours très bien ce que l'autre veut dire, mais il y a un débat, qui pourrait donner lieu à un véritable examen. Je ne prétends pas définir les politiques publiques pour le Québec, mais ce que je dis, c'est que, si on doit définir des politiques publiques, il faut prendre en compte les données que je mets en avant sur les méthodes d'apprentissage. Actuellement, ce n'est pas le cas.»

Le Devoir

ASSURANCE

SUITE DE LA PAGE 1

«Depuis les trois ou quatre dernières années, il y a vraiment eu un essor», a souligné Nathalie Tremblay, chef de produits Santé chez Desjardins Sécurité financière. Dans la dernière année, Desjardins a vu croître de 37 % son volume de primes d'assurance maladies graves, at-elle précisé.

Bien que ce type d'assurance existe au Canada depuis 1995, ce n'est qu'en 2000 que la plupart des compagnies d'assurance vie l'ont ajoutée à leur gamme de produits, a indiqué Steven Ross, vice-président exécutif de l'assurance individuelle de La Capitale. «Entre 2000 et 2004, on a vu des taux de croissance de 40 % et même 60 % chez nous», a-t-il dit. Les dernières données de Life Insurance Marketing Research Association (LIMRA), un organisme basé à Hartford au Connecticut, indiquent qu'au 30 septembre le nombre de polices a augmenté de 23 % et les primes de 29 % en un an au Canada. Cette croissance est d'autant plus notable que l'assurance vie et l'assurance invalidité ne connaissent, de leur côté, qu'une faible croissance de l'ordre de 1 % ou 2 % par année.

L'assurance maladies graves verse à la personne assurée une somme prédéterminée si on lui diagnostique une des maladies couvertes ou si elle doit subir une chirurgie majeure. De 18 à 22 maladies ou chirurgies sont visées. Ainsi, si on détecte un cancer chez la personne assurée, on lui versera le montant forfaitaire prévu au contrat — de 10 000 \$ à 500 000 \$, et même plus avec certains assureurs. Même chose pour une crise cardiaque, un accident vasculaire cérébral (AVC), la maladie de Parkinson ou l'Alzheimer. La couverture peut être valide jusqu'à 65 ans et dans certains cas, jusqu'à 75 ans.

L'assurance maladies graves permet aux Québécois de contourner l'interdiction qui leur est faite par l'État d'obtenir une assurance maladie pour des traitements couverts par le régime public. L'arrêté Chaoulli a établi justement que cette interdiction était non conforme à la Charte québécoise des droits et libertés de la personne. Ici, l'assureur ne garantit pas à son client de recevoir un traitement, ce qui serait contraire à loi québécoise, mais il lui accorde, plutôt, un montant forfaitaire en cas de maladie.

KYOTO

SUITE DE LA PAGE 1

consciente de la menace qui pèse sur la sécurité biologique de la planète, a décidé d'encadrer l'activité économique du monde industrialisé par des règles du jeu, pour ne pas dire une première génération de règlements, qui placent l'intérêt général au-dessus des intérêts nationaux, privés et sectoriels tout en leur dictant désormais la marche à suivre.

De plus, la révolution des politiques énergétiques qui s'amorce décline partout dans le monde cette génération de planificateurs traditionnels qui ont été sans le savoir les apprentis sorciers du dérèglement climatique. Le danger, c'est que peu d'hommes et de femmes politiques ont présentement la vision nécessaire pour voir venir le risque et le coût économique des retards en vue, ce qui commanderait d'écarter rapidement cette classe de hauts fonctionnaires dépassés, toujours aux commandes de la planification des transports, des budgets et des politiques fiscales et environnementales trop étroites, pour ne pas dire désormais dangereuses.

Depuis un an, plusieurs agences de presse nord-américaines, des commentateurs et, plus récemment, jusqu'à des sénateurs et de grands journaux états-uniens ont annoncé que «Kyoto est mort». Si on fait une recherche sur Internet en demandant «Kyoto is dead», on obtient 1,7 million de textes sur le moteur de recherche Google.

Et pourtant, le protocole ressort de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques plus fort que jamais. Quarante décisions balisent désormais son application. Mais, surtout, la communauté internationale a envoyé un message sans ambiguïté aux marchés en décidant de faire face à la principale menace planétaire en engageant les pays développés dans un deuxième cycle de négociations pour définir une deuxième tranche de réductions pour l'après-2012. Cela traduit le «sentiment d'urgence» que le ministre canadien de l'Environnement, Stéphane Dion, qui présidait la conférence, a dit avoir perçu tout au long de ces difficiles pourparlers de la part de tous ses interlocuteurs.

Même les pays en développement comme la Chine et l'Inde, qui refusent présentement d'évoquer la moindre

Selon M. Ross, l'acheteur type de ce genre d'assurance est une personne dans la jeune quarantaine, souvent un travailleur autonome, qui prendra une assurance de 100 000 \$. À la Capitale, par exemple, il lui en coûtera un peu plus de 1500 \$ par an plus taxes pour un produit de base et 2269 \$ plus taxes avec le remboursement des primes à l'échéance (à 65 ans).

Chez Desjardins, on vend beaucoup de polices pour de petits montants — 25 000 \$ par exemple — à de jeunes couples, a précisé Mme Tremblay. Il existe aussi une couverture familiale qui s'étend aux enfants.

Stl a le malheur de se voir diagnostiquer une maladie grave, l'assuré pourra se joindre des listes d'attente au Québec en allant subir son traitement ou sa chirurgie aux États-Unis. Il pourra aussi choisir de ralentir ses activités ou encore de rénover sa maison pour l'adapter à sa nouvelle condition d'handicapé, a expliqué Mme Tremblay. D'autres personnes utilisent une partie de la somme pour se payer dans le secteur privé des soins à domicile qui sont actuellement rationnés dans le système public. Bref, le malade peut utiliser la somme garantie au contrat comme bon lui semble. Chez Desjardins, on note que 5 % des gens qui ont touché le montant de leur police s'en servent pour subir leur traitement ou leur chirurgie aux États-Unis.

En outre, les assurés bénéficient dans bien des cas du service «Best Doctors» (l'appellation est en anglais même dans les contrats en français des assureurs québécois), un service de référence aux meilleurs spécialistes du monde. Un assuré pourra ainsi obtenir, à ses frais, un deuxième diagnostic — aux États-Unis, par exemple, a signalé Mme Tremblay. Il pourra aussi trouver la meilleure clinique pour recevoir son traitement. Basée à Boston, Best Doctors a été fondée en 1989 par des professeurs affiliés à l'Université Harvard. Sur le site de l'entreprise, on rapporte que 22 % des diagnostics et 61 % des traitements sont révisés après une deuxième expertise.

Comme il s'agit d'assurance privée, les individus sont soumis à une sélection serrée avant que la couverture ne leur soit consentie. Selon les données de l'industrie, le tiers de la population entre 18 et 65 ans n'est pas assurable. Pour obtenir cette assurance, il faut donc montrer patte blanche: ne pas être malade et ne pas avoir d'antécédents familiaux de maladies graves, surtout la même maladie chez les deux parents ou une incidence marquée chez les frères et sœurs.

réduction de leurs émissions croissantes et importantes, s'approchent du rendez-vous de l'histoire. Ils vont devoir minimalement se prononcer d'ici quelques années sur la nature de leurs efforts pour l'après-2012, quitte à élaborer des plans différents mais qui devront être substantiels s'ils désirent, eux aussi, s'éviter le pire. Le président de l'Agence internationale de l'énergie, Claude Mandil, devait préciser dans les derniers jours de la conférence que, sans un plan de match serré, l'utilisation des combustibles fossiles allait augmenter de 50 % d'ici à 2030. Les scientifiques disent de leur côté que la stabilisation minimale du réchauffement en cours exigera plutôt une réduction de 50 % des GES.

D'ailleurs, les nouvelles règles du protocole vont aussi changer les rapports Nord-Sud. Devant les menaces qui pèsent sur leur sécurité et leur confort, les pays développés sont désormais désireux d'obtenir, à terme, l'engagement des principaux pays en développement, de façon substantielle et équitable.

D'autre part, la «troisième voie» créée aux petites heures samedi matin sous l'autorité de la Convention sur les changements climatiques, plutôt que sous le protocole, ouvre des perspectives beaucoup plus grandes que le rapprochement feutré entre les États-Unis et la communauté de Kyoto, comme on l'a dit jusqu'ici. En effet, la révision du protocole, amorcée à Montréal sous le signe de la collaboration et de l'innovation stratégique, élargira la «collaboration» avec la communauté de Kyoto non seulement aux États-Unis, mais aussi aux grandes associations industrielles, aux grandes villes du monde, voire à des États américains plus progressistes ou à des provinces, qui pourraient à terme enregistrer des programmes de mesures volontaires pour élargir la lutte contre les changements climatiques. Ce qui, par ricochet, marginalisera aux États-Unis l'administration Bush et les lobbies qu'elle protège.

Les négociations lancées à la dernière minute samedi matin par la Russie, et qui ont failli faire déraiper le plan de match de la période post-2012, ont fait ressortir un des points faibles du protocole: il n'y a aucun mécanisme pour accueillir un pays comme la Biélorussie, qui voudrait prendre des engagements volontaires en plus de ceux de l'Annexe I. Évidemment, la Biélorussie ne voulait pas réduire ses émissions, mais obtenir des crédits pour l'effondrement de son économie. Néanmoins, le problème posé par les Russes de façon malha-

En plus de l'assurance maladies graves, il existe une assurance pour les soins prolongés en cas de perte d'autonomie. Cette assurance garantit le paiement d'une rente mensuelle. Chez Desjardins, le montant moyen souscrit dans ces polices est de 2000 \$ par mois. Il en coûte à peu près 1100 \$ par année à un homme de 55 ans et 1500 \$ par an à une femme du même âge pour bénéficier de cette couverture. C'est un peu la réponse du secteur privé à la proposition de Michel Clair qui, dans le rapport qui porte son nom, proposait de créer une caisse-santé publique pour assurer les soins des personnes âgées en perte d'autonomie.

La encore, tout le monde n'est pas assurable. Les compagnies d'assurances ne logent que les boomers en parfaite santé affichant d'excellents antécédents familiaux.

D'une façon générale, les assureurs québécois réagissent avec circonspection à l'ouverture que s'apprête à faire le ministre de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard, en faveur de l'assurance privée. Pour se conformer à l'arrêt Chaoulli de la Cour suprême, le gouvernement Charest entend permettre l'achat d'assurance privée pour des soins déjà couverts par la Régie d'assurance maladie du Québec. Chez Desjardins, Nathalie Tremblay doute qu'il y ait un marché pour ce type d'assurance. Le vice-président de l'ACCAP au Québec, Yves Millette, a précisé que son association participerait à la consultation publique sur le sujet que lancera le ministre au début de 2006. D'ici là, c'est motus et bouche cousue.

«Les assureurs d'ici sont très engourdis», estime Alain Thériault, directeur, assurance vie et fiscalité, du Journal de l'assurance, un mensuel québécois. Par contre, les assureurs américains, qui ne sont pas seulement présents aux États-Unis, mais aussi en Europe, ont tout de suite exprimé leur intérêt après avoir pris connaissance de l'arrêt Chaoulli. «Nos membres sont toujours à l'affût de possibilités qui s'offrent à eux dans de nouveaux marchés», a confié Mohit Ghose, porte-parole de l'association américaine America's Health Insurance Plans (AHIP), un magazine électronique FlashFinance diffusé par le Journal de l'assurance. L'AHIP regroupe 1300 assureurs de personnes aux États-Unis dont les gros assureurs sont American Medical Security, American Re HealthCare et AmeriHealth.

Le Devoir

bile — une crise dénouée au sommet par la délégation canadienne et le Kremlin — demeure réel.

Mais la véritable dimension du Plan d'action de Montréal va commander des virages bien plus déconcertants.

Au Canada, pour atteindre l'objectif de la Phase I de Kyoto, il faudra réduire nos émissions de GES de 30 % d'ici à 2012 et d'une autre tranche de 15 à 20 % vraisemblablement entre 2012 et 2017, ce qu'on ne pourra faire sans déboursier des milliards en achats de crédits d'émissions, qu'on investira dans la modernisation d'autres pays plutôt que chez nous. Ottawa aurait plutôt avantage à élargir le marché des droits d'émissions et de crédits à tous les acteurs énergétiques, au lieu de limiter le marché des échanges d'émissions aux seuls grands émetteurs de GES, ce qui oblige les contribuables à financer l'essor des énergies de substitution renouvelables au lieu de laisser le marché faire le travail. Encore plus impérativement, le gouvernement fédéral devrait facturer aux consommateurs de combustibles fossiles le captage de leurs émissions de carbone par des taxes sur l'essence et le pétrole. De la même façon, Ottawa devrait facturer aux Américains plutôt qu'aux contribuables canadiens le coût de captage des GES émis lors de la production du pétrole qu'on leur vend.

À l'échelle internationale, une hausse des prix incluant l'annulation des émissions de GES aurait probablement plus d'effet que toutes les technologies disponibles. La règle du consommateur-payeur pourrait aussi modifier des tendances économiques qu'on juge insoutenable depuis deux décennies, comme la délocalisation des entreprises. Si le prix du pétrole utilisé dans les transports incluait celui des GES, on verrait moins de petits pois venus en avion de l'autre côté de la planète sur le marché montréalais!

La révolution de l'énergie, que l'ex-président états-unien Bill Clinton évoquait vendredi à Montréal, repose pour l'instant sur la bonne volonté de chacun, pour ne pas dire d'individus plus conscients de ces enjeux. Mais la remise en question qu'annonce la phase 2 du protocole de Kyoto va progressivement remodeler les marchés de l'énergie, les productions qui en dépendent et, finalement, un certain mode de vie, à l'évidence insoutenable à long terme.

Le Devoir

CHILI

SUITE DE LA PAGE 1

Celle qui tente d'écrire une page d'histoire en devenant la première femme présidente du Chili — et la première Latino-américaine à accéder à ce poste démocratiquement — a obtenu 45,9 % d'appuis, après dépeuplement de 96 % des votes. Nouveau leader désigné de la droite, M. Piñera, de la Rénovation nationale, a pour sa part récolté 25,5 %, devant le très conservateur Joaquín Lavín, grand perdant de la journée avec un score de 23,3 %. Le candidat communiste Tomas Hirsch a de son côté grugé 5,4 %.

Déjà battu il y a six ans par Ricardo Lagos, Joaquín Lavín a immédiatement offert son appui à Sebastián Piñera, devant une foule de partisans de ce dernier rassemblés en face d'un hôtel luxueux de la capitale. Les résultats dévoilés, les adversaires d'hier étaient redevenus amis. «Ici est présente l'Alliance [de droite] qui va changer l'histoire du Chili», a juré un Piñera triomphant, bras dessus bras dessous avec un Lavín plus déconfit. «Nous avons conquis 50 % des gens [...] et nous allons continuer à aller chercher les votes de ceux qui partagent nos valeurs d'humanistes-chrétiens.»

A quelques centaines de mètres de là, s'adressant à ses partisans massés devant un autre hôtel donnant sur l'avenue de l'Alameda, où circulaient en klaxonnant des supporters des deux camps, Michelle Bachelet a reconnu que «le résultat aurait pu être meilleur». La candidate a avoué qu'elle «aurait aimé gagner dès le premier tour. Peut-être que mon message n'a pas été livré avec la clarté nécessaire». Très énergique, elle a promis «de travailler fort dès aujourd'hui, afin de donner au Chili sa première femme présidente. Nous avons gagné au premier tour et aux élections législatives, nous allons encore l'emporter au deuxième tour.»

Les résultats partiels des élections législatives, où 120 postes de députés et 20 de sénateurs étaient à l'enjeu, indiquent que la Concertation a obtenu près de 52 % du vote, contre 39 % pour l'Alliance de droite (la répartition des sièges n'était pas connue hier soir). Depuis le palais de La Moneda, le président sortant, Ricardo Lagos, s'est dit heureux de ces bons résultats de la Concertation. Il a toutefois appelé les nouveaux élus à se débarrasser du système binominal légué par le régime Pinochet, qui permet une surreprésentation de la droite au Parlement depuis la fin de la dictature.

Deuxième tour

Les Chiliens reviennent donc aux urnes en janvier pour départager M. Piñera de Mme Bachelet. Menant dans les sondages depuis plus d'un an, la candidate agnostique, séparée, mère de trois enfants issus de deux ménages, ancienne victime de torture sous la dictature, devra maintenant affronter un adversaire coriace, au sourire aussi éclatant que le sien.

Sebastián Piñera propose en effet une droite beaucoup plus libérale que l'ultra conservateur Lavín, membre de l'Opus Dei et ancien conseiller de Pinochet. Le propriétaire du plus grand transporteur aérien chilien et d'une chaîne de télévision privée (d'où son surnom de Berlusconi chilien) est ainsi capable de soulever les votes de certains démocrates-chrétiens normalement acquis à la Concertation. Décontracté, blagueur, fier d'avoir voté contre Pinochet lors du plébiscite de 1988 (c'est l'un des rares politiciens de droite à l'avoir fait), M. Piñera a réussi en quelques mois à chambouler le paysage politique chilien.

Chaleur

Mis à part quelques bouclades et invectives, le vote s'est généralement bien déroulé. Les 33 000 bureaux de vote disséminés le long des 4300 kilomètres du pays andin ont accueilli séparément (c'est en-

core la coutume) les 4,3 millions de femmes et 3,9 millions d'hommes inscrits sur les listes électorales. Les premiers électeurs se sont présentés dès l'ouverture des bureaux de vote, à la fois pour éviter les files d'attente et profiter de la fraîcheur du petit matin. À 11h00, Santiago avait déjà des airs engourdis sous le soleil et les 30 degrés de temps sec. Les rues habituellement bruyantes et bouillantes de vie étaient désertes, tous les grands magasins et cinémas étant fermés pour les élections — la vente d'alcool était aussi interdite.

Seuls les abords des écoles accueillant les bureaux de vote étaient animés. Vers midi, au passage du Devoir dans un des quartiers populaires de la capitale, Cerro Navia, on faisait la file en rasant les murs pour capter un peu d'ombre. Les militaires — ils étaient 20 000 déployés sur tout le territoire — se montraient très discrets. Pour les femmes qui attendaient leur tour, l'objectif était clair: voter Bachelet. «Nous avons besoin d'elle pour corriger les inégalités entre les hommes et les femmes de ce pays», dit Carmen Moreno, la mi-quarantaine. «Les Chiliens sont machistes et ils auront de la difficulté à voter pour une femme, pense sa voisine. Mais elle va passer: les femmes sont plus nombreuses à être inscrites sur les listes.»

Le mandat du prochain président durera quatre ans, selon les changements apportés cet automne à la constitution chilienne. Celle-ci interdisait d'ailleurs à Ricardo Lagos de se représenter à l'élection. M. Lagos quitte avec un taux de satisfaction inégalé — plus de 70 % — et laisse un pays dans une excellente santé financière (meilleure croissance en Amérique latine), malgré un grave problème d'inégalité dans la redistribution de la richesse.

Collaboration spéciale

Reportage réalisé avec l'appui financier de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction Au téléphone 514-985-3333 Par télécopieur 514-985-3360 Par courrier redaction@ledevoir.com La publicité Au téléphone 514-985-3399 Par télécopieur 514-985-3390 Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344 Par télécopieur 514-985-3340 Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322 Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355 du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30 Par télécopieur 514-985-5967 Par courriel abonnements@ledevoir.com Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346 Par télécopieur 514-985-3390

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre à la disposition d'organisations reconnues dans la cause, les préavis ou les services peuvent être inclus. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimeries Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 9658. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

LE MONDE

EN BREF

Le Japon allège l'embargo sur le bœuf nord-américain

Tokyo — Le Japon a approuvé ce lundi un allègement de l'embargo sur les importations américaines et canadiennes de viande de bœuf...

L'interdiction d'une rave provoque une émeute en France

Rennes — Des affrontements se sont poursuivis toute la nuit de samedi à hier dans le centre-ville historique de Rennes entre les forces de l'ordre et des centaines de jeunes qui protestaient contre l'interdiction par la préfecture d'une rave-party...

Anne, le quartier festif de la capitale bretonne, au cœur de la vieille ville. Hier, plusieurs rues rennaises, jonchées de poubelles brûlées et de débris, présentaient un visage fortement dégradé...

Plusieurs milliers d'amateurs de techno, a été interdit mardi par le préfet de région, ses services estimant que «la sécurité des personnes ne pourrait être assurée».

Associated Press

IRAK

SUITE DE LA PAGE B 1

Huit étrangers ont été enlevés depuis fin novembre en Irak, et six au moins sont encore captifs. Outre les quatre humanitaires, un ingénieur français travaillant pour une ONG, Bernard Planché, a été enlevé le 5 décembre...

Les autorités françaises ont fait savoir que leurs services étaient «totalement mobilisés» pour obtenir la libération de Bernard Planché.

Un ressortissant américain qui s'appellerait Ronald Schulz aurait été pris en otage par l'Armée islamique en Irak qui a annoncé cette semaine l'avoir

tué. Mais le communiqué mis en ligne sur un site Internet n'a pas été authentifié, et aucune image de l'exécution n'a été diffusée.

Samedi, la police a dit avoir découvert le corps d'un Égyptien qui travaillait à Tikrit comme traducteur pour les forces américaines.

Par ailleurs, un groupe armé a revendiqué hier dans une vidéo diffusée par la chaîne al-Arabiya le rapt de quatre Iraniens, au nord de Bagdad, une zone où la rébellion sunnite est particulièrement active.

Attaques frontales

Sur le front politique, la campagne électorale en Irak s'est durcie à l'approche des législatives du 15 décembre, des candidats lançant des attaques frontales contre le gouvernement sur fond de poursuite de violences politiques.

L'ambassadeur américain en Irak, Zalmay Khalilzad, a affirmé hier que ces élections devraient per-

mettre aux sunnites d'obtenir un plus grand rôle politique et a mis en garde contre un retrait précipité des troupes de son pays d'Irak qui pourrait, selon lui, conduire à une «guerre civile».

Dans la campagne électorale, l'ex-premier ministre Iyad Allaoui n'a pas mâché ses mots samedi, accusant le gouvernement de son rival Ibrahim Jaafari d'avoir échoué et d'avoir, en plus, exacerbé les tensions dans le pays, en ne protégeant pas les candidats.

Son parti, le Mouvement de l'Entente nationale, a indiqué hier avoir déposé 60 plaintes devant la Commission électorale indépendante sur des violations des règles de campagne.

«Les forces de sécurité se livrent à des exactions contre les candidats, divisant le pays et le plaçant au bord du gouffre de la guerre civile qui peut embraser à tout moment», a déclaré samedi M. Allaoui, un chûte laïc.

Le même jour, le Parti islamique, la principale formation sunnite du pays, a accusé les autorités de

«larges violations» des règles de la campagne.

Dans des violences électorales, un collègue d'affiches et deux civils, une fillette et un adulte, ont été tués et cinq personnes blessées dans deux attaques à Mossoul, selon la police de la ville sunnite du nord de l'Irak.

Des mesures de sécurité draconiennes ont été prévues pour les législatives. Le pays sera à l'arrêt à partir de demain avec cinq jours chômés, l'interdiction de port d'armes, un couvre-feu nocturne et la fermeture des frontières terrestres ainsi que des aéroports du 14 au 16 décembre.

Le vote commencera dès aujourd'hui dans les camps militaires, les hôpitaux et les prisons, pour les détenus qui n'ont pas été condamnés. Les expatriés irakiens pourront de leur côté voter demain dans des centres électoraux installés dans 15 pays.

Agence France-Press

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

LE GROUPE Boudreau Richard 33, rue Saint-Jacques 5^e étage Montréal (Québec) H2Y 1K9

AVIS LÉGAUX & APPELS D'OFFRES HEURES DE TOMBÉE Les réservations doivent être faites avant 16h00 pour publication deux (2) jours plus tard.

AVIS À TOUTS NOS ANNONCEURS Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie si s'y serait glissée.

SPIEGEL SOHMER INC. Soyez avisés que Me Frank Zylberberg, a le 7 octobre 2005, joint la société Spiegel Sohmer Inc.

ADOPTION DE LA PARTIE DU BUDGET 2006 ET DE LA PARTIE DU PROGRAMME TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS 2006, 2007 ET 2008 DE LA VILLE DE LONGUEUIL VISANT SES COMPÉTENCES LOCALES

Avis public Montréal CONSEIL D'AGGLOMÉRATION Avis est donné qu'une assemblée spéciale du conseil d'agglomération aura lieu :

ADOPTION DE LA PARTIE DU BUDGET 2006 ET DE LA PARTIE DU PROGRAMME TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS 2006, 2007 ET 2008 DE LA VILLE DE LONGUEUIL VISANT SES COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL No: 500-12-28252-059 COUR SUPÉRIEURE (CHAMBRE DE LA FAMILLE)

MOTS CROISÉS 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

Communauté métropolitaine de Montréal AVIS PUBLIC Le conseil de la Communauté métropolitaine de Montréal a adopté à son assemblée du 1^{er} décembre 2005 le budget de l'exercice 2006 au montant de 118 293 350 \$

Raymond Chabot inc. LOI SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS

AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE Dans l'affaire de la faillite de : 9056-9823 QUÉBEC INC., corporation légalement constituée ayant son siège social et sa principale place d'affaires au 3537, Lacombe, Montréal (Québec) H3T 1M1.

HORIZONTELEMENT 1. Sène d'Europe. 2. Bourricot - Progrès rapide. 3. Montant du prix d'un service - Moutarde sauvage.

ÉTATS FINANCIERS ET RAPPORT DU VÉRIFICATEUR POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE DE L'ANNÉE 2004 Les états financiers vérifiés pour l'année 2004 ont été déposés au conseil et à la ministre des Affaires municipales et des Régions, conformément à la Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal.

AVIS PUBLIC Les prévisions budgétaires 2006 recommandées au conseil par le comité exécutif s'élevaient à 118 512 450 \$. Il s'agit d'une variation de 29 M\$ comparativement au budget 2005 adopté par le conseil le 14 novembre 2004.

AVIS PUBLICS TOMBÉES POUR LA PÉRIODE DES FÊTES Le Devoir ne sera pas publié les 26 et 27 décembre 2005 ainsi que les 2 et 3 janvier 2006.

LES SPORTS

CANADIEN DE MONTRÉAL

La dégringolade se poursuit

ROBERT LAFLAMME

La déconfiture du Canadien contre les Mighty Ducks de Anaheim a de quoi rendre fou le plus sain d'esprit des entraîneurs de la LNH, selon Mathieu Dandenault.

«C'est dur à expliquer, a affirmé le vétérinaire défenseur, samedi soir. On savait ce qu'on devait faire, mais on ne l'a pas fait. Les entraîneurs doivent s'arracher les cheveux sur la tête.»

A court d'explications comme plusieurs de ses coéquipiers, Dandenault a affiché de la sympathie à l'endroit de Claude Julien et de ses adjoints Rick Green et Doug Jarvis.

«Le groupe d'entraîneurs ne compte pas les heures pour bien préparer l'équipe. Ils font de l'excellent travail, ne négligent aucun détail. Ils doivent se demander ce qu'ils peuvent faire de plus», a-t-il souligné.

«On a pourtant passé la semaine à revoir notre système de jeu, on a multiplié les séances vidéo. Les entraîneurs ont tout fait pour qu'on soit prêt. C'est très décevant. Mentalement, on y était pas.»

Sheldon Souray a tenu des propos semblables hier, disant que «les entraîneurs ne peuvent quand même pas jouer à notre place.»

«Ils accomplissent un travail remarquable, a-t-il dit. Ils décortiquent tous nos rivaux minutieusement. Et ça se passe exactement comme on nous l'avait annoncé à presque tous les matchs.»

C'est aux joueurs maintenant de se prendre en main, à coordonner leurs efforts tous ensemble, insistent pour dire Dandenault et Souray. «Les entraîneurs ont quelque peu les mains liées dans le moment, a admis Souray. En raison des blessures, ils doivent faire davantage appel à des joueurs qui seraient sans doute moins sollicités en temps normal.»

Peu importe les blessures, selon

Steve Bégin, le Canadien possède les ingrédients pour connaître du succès, comme il l'a prouvé en début de saison. «On doit passer à l'action, et le faire sur une base constante», a-t-il mentionné.

Julien demandera à ses troupiers à leur retour à l'entraînement aujourd'hui d'afficher plus d'ardeur à la tâche, d'être plus hargneux. Il est anormal qu'une équipe comme les Mighty Ducks impose sa loi au Centre Bell.

En novembre, les Capitales de Washington ont fait le même coup.

«On nous avait prévenus que les Ducks ne ménagent pas les efforts, a dit Bégin. Ils étaient motivés et nous étions à plat.»

«Il y a des gars qui sont dans les nuages, a renchéri le défenseur Craig Rivet, qui n'a pas mâché ses mots à l'issue de la défaite. Le moment est arrivé pour certains de procéder à un examen de conscience.»

Kovalev à l'entraînement

Alex Kovalev se dit prêt à recommencer à s'entraîner avec ses coéquipiers. L'aïeur droit russe n'attend que le feu vert des médecins du Canadien. «Tout se passe bien sur la glace», a affirmé Kovalev, qui a de nouveau mis son genou droit à l'épreuve sur patins, hier.

«Les médecins décideront à quel moment je pourrai m'entraîner avec l'équipe», a-t-il renchéri, en n'écartant pas la possibilité d'accompagner le Tricolore à Edmonton et à Minnesota cette semaine. «On va voir comment les choses vont aller au cours des deux prochains jours», a-t-il dit. Vendredi, l'entraîneur Claude Julien avait évoqué l'éventuel retour de Kovalev sous peu.

«On ne précipitera rien dans son cas», avait-il ajouté.

Presse canadienne

Le slalom gâche la journée d'Érik Guay

Val d'Isère, France — Disqualifié de sa première place dans le Super-combiné de Val d'Isère dimanche pour skis non réglementaires, le Suisse Didier Defago a fait le bonheur de Michael Walchhofer. L'Autrichien, déjà vainqueur de la descente samedi, a signé sa deuxième victoire en deux jours dans la Coupe du monde de ski alpin.

Walchhofer devance de 17 centièmes de seconde dans le Super-combiné son compatriote Rainer Schoenfelder, alors que la troisième place revient à Bode Miller. L'Américain conforte ainsi sa première place au classement général de la Coupe du monde.

De son côté, Erik Guay, de Mont-Tremblant, avait des choses à prouver et il s'y est aussitôt mis en remportant la manche de descente du super combiné de la Coupe du monde, hier, à Val d'Isère. Guay a devancé les meilleurs skieurs du monde à l'occasion de la descente du super combiné avant d'enfourcher un piquet en slalom pour conclure la journée au 38^e rang.

John Kucera, de Calgary, a contribué à la fierté de la journée en se hissant au 15^e rang, soit la meilleure performance canadienne au cumulatif.

Guay a enregistré le temps le plus rapide en matière de descente, soit 1 m 48 s 72. Toutefois, il a enfourché un piquet lors de la manche de slalom en après-midi. Il a dû remonter deux piquets pour ainsi compléter la course, chose qui lui a fait perdre son avance. «Le slalom n'est pas mon épreuve de prédilection, a-t-il commenté. J'étais venu ce matin pour prouver quelque chose. Je savais que mon erreur d'hier avait été coûteuse et que j'aurais pu être compétitif avec une manche sans faute.»

«Ma journée d'aujourd'hui m'a donné de la confiance en vue de Val Gardena. Surtout que les conditions étaient plus difficiles — plus semblables à une descente de Coupe du monde car il y avait plus de bosses et la neige était plus dure. Je suis très heureux d'avoir réussi cette performance. Maintenant, je vise un podium.»

L'exploit de Guay marquait essentiellement la pre-



ROBERT PRATTA REUTERS

Érik Guay a terminé la journée au 38^e rang.

mière fois depuis la victoire de Ken Read en 1975 qu'un skieur masculin canadien remportait une descente à Val d'Isère. «C'est un peu décevant que ce soit arrivé durant le super combiné plutôt que durant la descente d'hier mais une victoire est une victoire, s'est exclamé Ken Read, affichant un grand sourire.

Guay ne s'était pas entraîné en slalom cet été pour cause de douleurs légères à son genou. Il avait aussi décidé de prendre un repos alors que les restes de l'équipe s'étaient entraînés en slalom. «Je n'ai pas skié de slalom depuis longtemps. Ça a été une décision de dernière minute de m'inscrire dans le combiné, a-t-il ajouté. Je suis heureux de l'avoir fait. Pour l'instant, mon but est d'accumuler des points dans toutes les disciplines possibles.»

Kucera a offert une solide 12^e place en descente, et puis a enregistré la 22^e meilleure manche de slalom, bon pour la 15^e place.

Presse canadienne

HOCKEY

ASSOCIATION DE L'EST

Section Nord-Est					
	G	P	DPFBP	BC	Pts
Ottawa	21	4	2	118	57 44
Buffalo	19	10	1	98	95 39
Montréal	15	8	5	80	87 35
Toronto	15	12	3	99	95 33
Boston	10	15	6	93	107 26

Section Atlantique					
N.Y. Rangers	20	8	4	103	79 44
Philadelphie	17	7	4	107	91 38
N.Y. Islanders	15	12	2	93	98 32
New Jersey	13	12	4	89	97 30
Pittsburgh	8	15	6	81	119 22

Section Sud-Est					
Caroline	18	9	2	105	95 38
Tampa Bay	17	10	3	96	90 37
Atlanta	11	16	4	106	117 26
Floride	9	18	4	75	105 22
Washington	9	17	2	80	113 20

ASSOCIATION DE L'OUEST

Section Centrale					
	G	P	DPFBP	BC	Pts
Detroit	20	8	2	112	78 42
Nashville	18	6	3	80	72 39
Chicago	12	14	2	78	97 26
Columbus	9	20	0	57	103 18
St. Louis	5	17	4	73	106 14

Section Nord-Ouest					
Calgary	18	9	4	75	73 40
Vancouver	18	9	2	95	83 38
Colorado	16	11	3	115	98 35
Edmonton	16	11	3	93	89 35
Minnesota	11	14	4	77	71 26

Section Pacifique					
Dallas	19	7	1	94	76 39
Los Angeles	18	12	1	105	90 37
Phoenix	16	12	2	87	76 34
Anaheim	13	12	5	81	81 31
San Jose	13	12	4	88	95 30

Hier					
Chicago	5	Atlanta	4	(F)	
Columbus	3	New Jersey	2	(P)	
Phoenix	2	Boston	1	(P)	
Buffalo	3	Minnesota	2		

Aujourd'hui					
Pittsburgh	à	Detroit	19h		
Anaheim	à	Toronto	19h30		
Ottawa	à	Colorado	21h		

Demain					
Minnesota	à	N.Y. Islanders	19h		
Vancouver	à	N.Y. Rangers	19h		
Chicago	à	Caroline	19h		
Detroit	à	Atlanta	19h		
Nashville	à	Floride	19h		
Philadelphie	à	Columbus	19h		
Phoenix	à	Montréal	19h30		
Edmonton	à	New Jersey	19h30		
Pittsburgh	à	St. Louis	20h		

EN BREF

Les Penguins et Pittsburgh, divorce prévu

Pittsburgh — Mario Lemieux a exprimé l'avis que les Penguins ne seront sans doute plus à Pittsburgh à la fin du bail qui lie l'équipe au Mellon Arena jusqu'en 2007. Il estime que les discussions en vue de la construction d'une nouvelle patinoire ne progressent pas assez rapidement. Les Penguins prévoient des pertes de 7 millions \$US cette saison, supposant que

l'équipe jouera la majorité de ses matchs à guichets fermés et qu'elle atteindra la deuxième tour des séries éliminatoires. «Le temps presse», a dit Lemieux. En fait, il est peut-être déjà trop tard. Il est malheureux que les autorités de la ville et du comté refusent de collaborer avec nous depuis deux ou trois ans. Le Mellon Arena est le plus vieux et le plus petit arène de la Ligue nationale de hockey. Selon le bail en vigueur, les Penguins pourront solliciter des acheteurs dès juin 2006. La ville Kansas City a déjà manifesté son intérêt pour les Penguins. — AP

Téléphone: 985-3322
Télécopieur: 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel: petitesannonces@ledevoir.com

AVIS DE DÉCÈS

I • N • D • E • X
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

- 100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
- 200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
- 300 • 399 MARCHANDISES
- 400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
- 500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
- 600 • 699 VÉHICULES

LES PETITES ANNONCES
DU LUNDI AU VENDREDI
DE 8H30 À 17H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 514-985-3322
Télécopieur: 514-985-3340
petitesannonces@ledevoir.com

Conditions de paiement: cartes de crédit

AVIS
À TOUS NOS ANNONCEURS

Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées.

Merci de votre attention.

Soyez généreux.

(514) 934-4846

URGENT

Merci

Il n'existe qu'une seule façon efficace de remercier tous ceux qui ont sympathisé avec votre famille.

La rubrique «Remerciements» du Journal de Montréal
(514) 525-1149
necrologie@lememorial.com
www.lememorial.com

Le mémorial
Tous les jours de 10 h 30 à 18 h 30

101
PROPRIÉTÉS À VENDRE

QUARTIER HISTORIQUE, VIEUX-LONGUEUIL

Maison de style normand, 10 pièces, mezzanine, cuisine et salle de bains rénovées, foyer combustion EPS, chène, ardoise, granit, boiserie, garage, toit 1997, terrain 8600 p.c. Proximité écoles et métro. 499 000 \$

450-677-8046
www.prognosisebec.com
Référence 1196

160
APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

DISCRIMINATION INTERDITE

La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de et à ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

LAURIER/HUTCHISON
4 1/2 rénové, 5 électros, stat. inclus 1 mois gratuit avec bail 1 an, 2 mois gratuits avec bail 2 ans. Libre. 1 395\$
514-924-4383 514-844-7275

LONGUEUIL VILLAGE
3 1/2, alternative à l'hôtel, élégant meublé, classe 3 étoiles, semaine 420\$ / mois 1350\$
514-990-1499
www.michaud.cochezmadamemichaud

METRO PREFONTAINE - 3 1/2
Rénové, pl. bois, les entrées. Très lumineux et spacieux. Libre. 525\$ 514-529-4174

PLATEAU (à 2 pas)
Grand 5 1/2 rénové, équipé, 2e, 3 c.c. 2 balcon, boiserie, entrées. 875\$. Janvier. 514-523-6492

PLATEAU - 3 1/2 (métro Laurier)
Édifice neuf, bois franc, céramique, 875\$. Libre. 450-663-8190

PLATEAU - 3 1/2
Frais rénové: s. de b. neuve cuisine refaite avec céramique, 1 c.c. fermée. Puits de lumières, entrée lav. séc. plancher de bois franc vernis, lumineux, 2e de quadruplex tranquille. Rue Laurier, près De Lozier. Nombreux services. Libre. 660\$. 514-523-7308

PLATREAU 6 1/2
Garnier et St-Joseph, pl. bois, 3 élec. Mi-déc. 514-524-7808 514-822-6000 (7483)

POINTE-CLAIRE
Magnifiques 1 1/2 à 5 1/2. Prix abordables, près des services et centres commerciaux. Stat. extérieur. 514-687-4245

VILLERAY, RUE GOUNOD, 4 1/2
Rénové, haut triplex. Pès métro Janv. 650\$. Libre 514-892-8384

164
CONDOMINIUMS À LOUER

Petite Patrie (métro Fabre) 10 min. centre-ville, condo neuf 1 050 p.c., 2 ch., 5 électros, a.c., syst. d'alarme, stat., rangement. Libre janvier '06. 1 300\$/mois. 514-728-8723

165
PROPRIÉTÉS À LOUER

RÉSIDENCE HAUT-DE-GAMME Ste-Adèle. Domaine au sommet montagne. Vue panoramique. 2 c.c., 3 s. de b., foyer, Plac. int. Pas d'animaux. Mois ou saison. 450-229-4635

170
HORS FRONTIÈRES À LOUER

À PARIS - 380 à 550 euros sem. Bastille, Marais. xyzapi@yahoo.fr 011 33 612 415 239

FREEMPORT - BAHAMAS
Townhouse à 5 min. des plages. 24 déc au 7 jan. Dates flexibles. 2 000 US\$. 242-373-9460

176
CHALET À LOUER

10 MIN. DES PISTES DE SKI Mt-Orford Ski de fond à la porte. Chalet-condo 3 c.c., mezz., foyer. 514-769-5263 514-247-8995

LAC ACHIGAN 50 min. Nord Mt Haut de gamme, 3 c.c., 2 s. de b., foyer, Tranquillité. Ski fondation. 5000\$ n.c. Saison. 514-581-1721

LANAUDIÈRE - LAC CLOUTIER
Foyer, 2 c.c. lumineux. Ski de fond alpin. Terrain 55 000 pc. Mois/saison. 514-233-6143

575
DÉMÉNAGEMENTS

G. JODOIN TRANSPORT INC.
Déménagements de tous genres
Spécialité: appareils électroniques
Assurance complète. 253-4374

597
RENCONTRES

WWW.POURTESYEUX.COM

Un nouveau site de rencontres différent créé par les concepteurs du Réseau Contact. 2 mois gratuits aux 10 000 premiers membres!

Association québécoise des troubles d'apprentissage

«J'ai bûché très fort pour réussir mes études... j'apprenais différemment!»

www.aqeta.qc.ca

Environnement Canada

Montréal

Prévisions météo

AUJOURD'HUI	CE SOIR	MARDI	MERCREDI	JEUDI
Possibilité d'averses de neige max -4	Éclairci min -13	Ensoleillé max -10, min -13	Ensoleillé max -10, min -13	Neige passagère max -6, min -14

Phases de la lune
12/15 12/23 12/31 1/6

La météo en un clin d'œil

Hier	Normales
Max. 1	-1.6
Min. -6	-9.6
Precip. 0.0 mm	

Le monde

Canada	Le monde
St. John's ☁ 7.0	New York ☁ -8.12
Halifax ☁ 4.0	Chicago ☁ 19.8
Ottawa ☁ -10.12	Atlanta ☁ 1.8
Toronto ☁ -8.13	Miami ☁ -4.8
Winnipeg ☁ -9.10	Los Angeles ☁ -3.8
Edmonton ☁ 1.9	Rio de Janeiro ☁ 20.12
Regina ☁ 5.1	Amsterdam ☁ -5.7
Vancouver ☁ 6.3	Moscou ☁ 32.22
Whitehorse ☁ -6.7	Paris ☁ 16.11
Yellowknife ☁ -13.20	Sydney ☁ 10.5

Partez directement avec un prévisionniste

Météo Conseil
1-900-565-4455
Frais applicables

Pour le dernier bulletin météo en ligne, consultez le site Web météo à l'URL
www.meteo.ec.gc.ca
La météo canadienne sur le Web

121
ESTRIE

A 15 min. de BROMONT et 5 min. d'un golf

Sur 2 acres de terrain, magnifique propriété de campagne toute en pierres avec intérieur absolument impeccable, offrant 12 pièces spacieuses. Tout en relaxant, profitez des belles soirées d'hiver près d'un bon feu de foyer. Idéal professionnel. 299 000\$. 450-372-3211

160
APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

À DEUX PAS METRO PLE IX
Gr. 5 1/2, 2e, entrées, pl. bois, lumineux, tranquille, 1 février. 700 \$/m. 514-254-0156

ALACHENNE Pr. hôpital école + c. d'achat. Grand 5 1/2 rénové 1-de-ch. triplex, pl. parquetière, céramique cuisine + s.bain, Libre. 850\$ non-chauffé. 450-961-9523

AHUNTSIC
Près Parc de la Visitation, 8 1/2 Sas triplex, 3 c.c., 1 1/2 s. de b. Foyer, a.c., garage dble, cour. Pavier. 1100\$. 450-471-3306

C.D.N. 18 4 1/2 - Appts Rénovés
www.2475emp.com
514-831-7876

190
GARAGES, PARKING

2247 ED. MONTPETIT, coin Stirling/Wilfordale. Stat. ds gar. chauffé. 60\$/m. 50\$/m/an. 514-271-4168

307
LIVRES ET DISQUES

'Librairie Bonheur d'Occasion' achète à domicile livres de qualité en tout genre. (514) 914-2142 4487 de la Roche-Mt-Royal

530
COURS

COURS D'ENCADREMENT
30 heures, ou plus. Ateliers pratiques pour débutants, groupes limités. Prochains cours: début fin janvier 2006. (514) 772-8046, www.micromusee.com

Sudoku par Fabien Savary

3		4			6
			3	7	
	8				7 3 4
	1	3			
	9		6		8
	5		8		2
7		8			
2		4	3	1	
	4	3	2		9

Niveau de difficulté: MOYEN 0129

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier numéro

8	4	3	1	2	9	6	5	7
6	1	2	7	5	8	9	4	3
5	9	7	6	4	3	8	1	2
9	6	1	5	3	7	2	8	4
3	8	4	2	6	1	7	9	5
2	7	5						